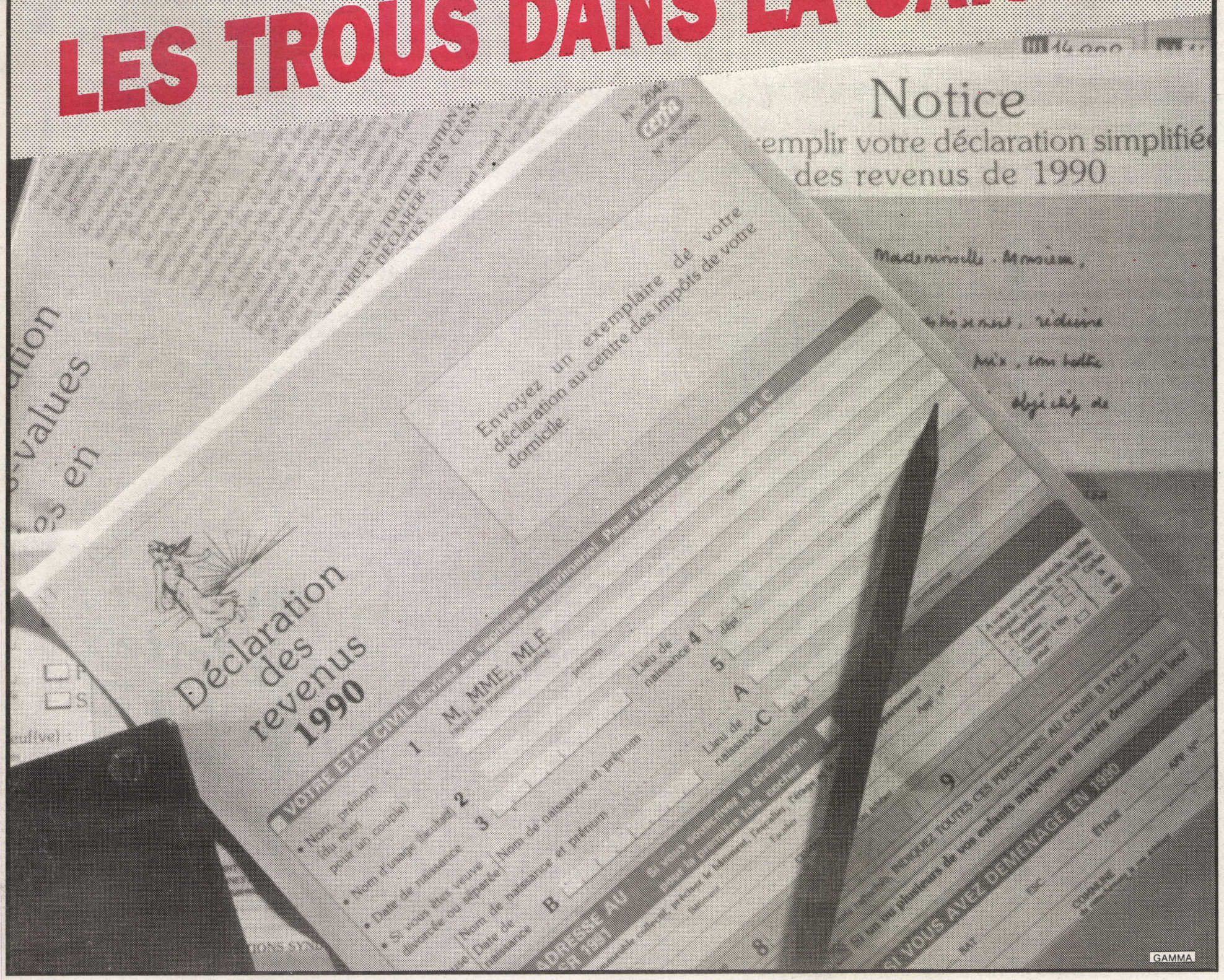
M 6189 - 1312 - 9,00 F

ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1312 - 27 août 1993 - prix : 9 F

RÉDUCTIONS D'IMPÔTS AU PROFIT DES RICHES... LES PLUS PAUVRES PAIERONT LES TROUS DANS LA CAISSE !



RÉDUCTIONS D'IMPÔTS AU PROFIT DES RICHES... LES PLUS PAUVRES PAIERONT LES TROUS DANS LA CAISSE !

Dix-sept milliards de francs de réductions d'impôts et une diminution du nombre de tranches d'imposition de treize à sept : voilà l'essentiel de ce que Balladur avait à annoncer au cours de sa conférence de presse du 25 août, pompeusement annoncée comme une présentation de l'ensemble du "programme d'action" du gouvernement.

En fait de programme d'action, on assiste surtout à un programme de distribution, dont Balladur semble avoir décidé d'assurer lui-même la publicité ; tant il semble peu confiant dans la capacité, voire dans la volonté, de ses propres collègues de gouvernement et de parti à la faire plutôt qu'à lui préparer de prochains crocs-en-jambe.

Après avoir fait des cadeaux aux entreprises, c'est-à-dire au patronat, pour une somme qu'il chiffre lui-même à un total de 70 milliards de francs, Balladur dit avec cette réforme de l'impôt sur le revenu vouloir en faire maintenant aux personnes.

L'ennui est qu'il s'agit toujours plus ou moins des mêmes. Selon Balladur, les "classes moyennes" seraient les principales bénéficiaires de ces nouvelles mesures, et à coup sûr pour en profiter, mieux vaudra disposer d'un revenu "moyen" que d'un petit; mais aussi, peut-on ajouter même si Balladur ne le dit pas, mieux vaudra disposer d'un gros revenu que d'un "moyen".

Officiellement, de même que les mesures d'allègement des charges du patronat ont pour prétexte d'aider celui-ci à embaucher et à faire repartir l'économie, cet allègement d'impôts qui bénéficiera aux classes les plus aisées a pour prétexte de les inciter à consommer plus pour faciliter la reprise. Balladur n'y croit pas lui-même, mais il sait que ces allègements d'impôts tomberont en 1994-95, c'est-à-dire à la veille d'une période électorale où il lui faudra bien trouver des soutiens.

A qui objecte qu'il y a contradiction entre le fait de puiser à pleines mains dans les caisses de l'Etat pour contenter le patronat et les classes les plus riches et la prétention de réduire les déficits du même budget de l'Etat, Balladur a répondu par avance qu'il s'agit simplement de rendre l'Etat "plus efficace". Mais plus efficace pour qui ?

Efficace pour redistribuer l'argent en faveur des plus riches, l'Etat l'est déjà ; mais dans ce domaine on peut toujours faire pire, et c'est le programme que se sont fixés Balladur et consorts. Et même si Balladur est plus discret sur ce point, il est évident que le poids de ces largesses retombera d'une façon ou d'une autre sur les plus pauvres.

Non seulement ceux-là ne bénéficieront pas de réductions d'impôts directs, à commencer par les presque 50% de foyers qui n'en payent pas faute de gagner assez, mais ils payeront celles des autres de différentes façons ; ils les payeront par le biais d'autres taxes comme les impôts indirects —la TVA, que tout le monde paye, compte pour une plus grande part dans le budget de l'Etat que l'impôt sur le revenu lui-même—, mais surtout ils les payeront de la baisse de leur niveau de vie et de l'accroissement de l'exploitation.

Le déficit accru du budget de l'Etat entraînera la dévaluation du franc, déjà largement entamée, et la hausse des prix des produits importés. Les mesures du soi-disant "plan quinquennal pour l'emploi" de Balladur permettront d'employer la main-d'œuvre à des coûts toujours moindres. Et pour couronner le tout, des mesures d'économie continueront de frapper les services publics, transports, hôpitaux, écoles, ou la Sécurité sociale dont on appellera encore les travailleurs à combler les "trous" par d'autres "trous", dans leurs feuilles de paye cette fois.

Cette politique de classe cynique et ouverte que Balladur poursuit n'est certainement pas une rupture avec celle des gouvernements qui l'ont précédé, mais elle s'y ajoute. Spéculateurs, patronat, bourgeois grands et moyens en sont les seuls bénéficiaires, sans même que cela fasse le moins du monde repartir l'économie. Au contraire même, celle-ci s'enfonce dans la crise car la diminution des revenus ouvriers, les licenciements, le chômage réduisent d'autant la consommation.

Mais qu'importe justement aux bourgeois ? Avec des marchés en baisse, ils voient les profits se maintenir, voire continuer à augmenter, comme le font les actions à la Bourse au moment même où on nous annonce que le pays s'enfonce dans la récession ! Reste à savoir combien de temps encore les travailleurs peuvent se laisser détrousser aussi ouvertement. Cela ne durera certainement pas aussi longtemps que le souhaiteraient Balladur, et surtout les bourgeois dont il sert les intérêts.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

L'AVANT-PROJET DE LOI QUINQUENNALE "POUR" L'EMPLOI...

CADEAUX AU PATRONAT

L'avant-projet de loi dit "pour" l'emploi du gouvernement, rendu public jeudi 19 août, n'est que l'ébauche de ce que sera le projet définitif, sinon la loi. Il n'en est pas moins très clair sur l'objectif visé : rendre l'emploi plus adéquat aux besoins des patrons ; plus soumis aux desiderata des employeurs grâce à une législation du travail encore assouplie.

En matière d'organisation du travail, c'est particulièrement évident. Parmi les principales mesures qu'abordent l'avant-projet, celle concernant la réduction du temps de travail figure en bonne place... mais passe complètement sous silence le problème de la compensation salariale. Cette dernière devra faire l'objet d'accords particuliers, par branche ou par entreprise.

Allant de pair avec cette mesure, il est question "d'annualisation du temps de travail". Même si les modalités concrètes sont pudiquement renvoyées à des accords entre patrons et syndicats, ce projet reviendrait à supprimer les limitations légales de la semaine de travail, et en plus à supprimer tout paiement pour les heures supplémentaires. Aujourd'hui déjà lorsqu'un accord de branche ou d'entreprise le prévoit, un patron peut faire travailler les ouvriers jusqu'à 44 heures certaines semaines, sans avoir à payer d'heures supplémentaires et à condition de respecter la moyenne annuelle hebdomadaire de 39 heures. Mais si cette idée contenue dans l'avant-projet était confirmée, la flexibilité des horaires de travail entrerait dans la loi et pourrait se généraliser sans aucune entrave pour les patrons.

De la même veine apparaît la partie de l'avant-projet concernant le travail à temps partiel et le travail intermittent. Il s'agirait de transformer ce dernier en travail à temps partiel annuel. Ce qui permettrait de supprimer l'accord de branche ou d'entreprise auquel sa pratique était soumise jusqu'à présent et d'offrir à un employeur embauchant des travailleurs "à temps partiel annuel" de bénéficier des exonérations de cotisations sociales applicables au travail à temps partiel. Là encore, le projet s'applique à donner aux patrons un instrument leur garantissant légalement la souplesse des horaires de travail à leur seul avantage, alliée à des économies de coût.

Une précarité renforcée de l'emploi fait également partie de l'arsenal concocté par le gouvernement, dans cet avant-projet. Ainsi, la durée maximum des contrats à durée déterminée serait portée de 18 à 24 mois, et ils pourraient être renouvelés deux fois au lieu d'une actuellement. Par ailleurs, des travailleurs en intérim ou avec des contrats à durée déterminée pourraient être recrutés trois mois après qu'une entreprise a licencié pour motif économique, au lieu de six aujourd'hui.

Par ailleurs, Balladur prévoit de supprimer ou d'alléger les cotisations patronales pour allocations familiales, et de les faire prendre en charge par l'Etat. Cela, pour les salaires inférieurs à 1,6 fois le SMIC. Pour profiter de ce cadeau et avoir droit à la prime, les patrons n'auront plus qu'à respecter cette limite de salaire.

En fait de "plan emploi", c'est une véritable déclaration de guerre contre les travailleurs pour faire baisser leur niveau de vie, et satisfaire au mieux les désirs du patronat : obtenir une main-d'œuvre moins coûteuse et mieux soumise aux impératifs de la production, taillable et corvéable à merci, totalement disponible.

Reste à savoir si les syndicats (auxquels il doit être soumis) et surtout les travailleurs accepteront que passe dans les faits un plan mené contre eux, leurs salaires et leur emploi.

O.R.

Comptes de l'INSEE

UN PAS DE PLUS DANS LA CRISE

Une nouvelle fois, les experts viennent de constater que la récession s'accentue et qu'elle est même beaucoup plus forte que prévue, par eux du moins.

Ainsi, selon l'INSEE, le recul de la croissance en France a atteint 0,7 % au premier trimestre 1993, au lieu des 0,5 % attendus. Cette dégradation, qui fait suite aux mauvais résultats (- 0,3 %) déjà enregistrés au dernier trimestre 1992, devrait se traduire par une baisse d'au moins 1 % sur l'ensemble de l'année dépassant de loin les prévisions officielles de 0,4 %.

Pour les spécialistes de l'INSEE, les résultats du premier trimestre s'expliquent surtout par la baisse de la production qui atteint un niveau considérable avec 5 % en un an et 2,2 % sur les trois premiers mois de l'année en ce qui concerne les produits manufacturés. Tout aussi significatif est l'effondrement des investissements : - 3 % au premier trimestre et - 8 % sur un an pour les dépenses d'équipements ; - 3,6 % et - 5,7 % pour l'ensemble des investissements industriels. Le ralentissement de la consommation des ménages, dont le pouvoir d'achat a diminué de 0,6 % par rapport au dernier trimestre 1992, pèse également à la baisse sur l'activité.

Mais les chiffres de l'INSEE confirment aussi que cette dégradation de l'économie n'empêche pas les patrons de tirer leur épingle du jeu, puisque la situation financière des entreprises s'améliore et que les bénéfices progressent d'au moins 3,3 % sur le trimestre. L'évolution des coûts de production en est la cause, grâce notamment au tassement des salaires et aux compressions d'effectifs, ceux-ci auraient baissé de 1 %.

Ainsi, pour sauvegarder leurs profits malgré la crise, les patrons licencient, réduisent les salaires et limitent leurs investissements ; du coup, la consommation et la production diminuent, ce qui entretient et aggrave la récession. C'est la logique du capitalisme.

Quant aux prétendus experts en économie, incapables de prévoir quoi que ce soit, ils en sont réduits à constater régulièrement que plus ça va mal, moins ça peut aller bien.

R.M.

POUVOIR D'ACHAT :

LA BAISSE SE CONFIRME

On s'en doutait, mais les chiffres officiels viennent de le confirmer : le revenu des ménages a enregistré une baisse de 0,6 % au cours des trois premiers mois de l'année. Selon l'INSEE, ce recul est le premier depuis 1983 et 1984.

Et ces résultats ne devraient pas aller en s'améliorant puisque, entre temps, sont intervenus les relèvements de la CSG, des taxes et des cotisations chômage, tandis que l'évolution des salaires subissait toujours un net ralentissement.

Du coup, on voit mal comment la reprise de la consommation, tant attendue par le gouvernement et le patronat, pourrait avoir lieu. Au contraire, après avoir reculé de 0,6 % au premier trimestre, elle ne peut que continuer à ralentir. Car il n'y a pas de miracle, en gagnant moins, il est difficile de consommer plus.

Une candidature de Lutte Ouvrière dans l'élection partielle de Saint-Nazaire

UNE OCCASION POUR LES TRAVAILLEURS DE DIRE CE QU'ILS ONT SUR LE CŒUR

MEETING

de soutien
à la candidature

de Marie-France BELIN

MARDI 7 SEPTEMBRE

à 20 h 30

à Saint-Nazaire

Maison du Peuple
avec

Arlette Laguiller

Cela devient une habitude. En effet, cela va faire la troisième élection législative en deux ans dans la circonscription de Saint-Nazaire. Outre celle, générale de mars 1993 , il y avait eu déjà en septembre 1991 une élection partielle destinée à permettre à Claude Evin, qui en tant que ministre dans le gouvernement Rocard avait dû laisser son siège de député à sa suppléante, de le récupérer lorsqu'il cessa d'être ministre. Ce qu'il réussit, mais contrairement à ce qui se passait jusqu'alors, le représentant du PS fut réélu d'extrême justesse.

Mais en mars 1993, Evin fut battu par le candidat RPR de 284 voix, et déposa un recours, invoquant la distribution d'un tract diffamatoire la veille du scrutin. Le Conseil constitutionnel a donc décidé, au début juillet, d'invalider l'élection.

Cette décision n'a pas, il faut bien le dire, provoqué beaucoup d'émoi. Déjà lorsque Claude Evin avait été battu par son éternel rival, le RPR Etienne Garnier, il n'y avait pas eu beaucoup de travailleurs pour pleurer sur son sort. Car Evin avait eu le temps de démontrer, en tant que représentant du PS, sa solidarité avec la politique du gouvernement dont il se montrait fier de faire partie. La circonscription de Saint-Nazaire, qui s'était donné un député socialiste presque sans discontinuité depuis plus de cinquante ans, lui avait servi de tremplin pour une carrière politique qui lui avait permis de devenir ministre dans le sillage de Rocard. Et comme son successeur de droite ne vaut pas mieux, et que la politique qu'il incarne s'inscrit dans la lignée de celle de son prédécesseur, avec l'habillage social en moins —et encore pas toujours— les préoccupations des travailleurs nazairiens sont bien loin de ce sempiternel duel politicien, dont ils ne peuvent attendre rien de bon.

Ce qui les préoccupe, c'est, comme partout ailleurs, le chômage. A Saint-Nazaire, les chiffres officiels font état de 16% de chômeurs recensés, sans compter ceux qui "bénéficient" des emplois précaires, ou encore le chômage partiel qui touche la plupart des entreprises de la région, telles la SAMAT, l'Aérospatiale, Eaton, et bien d'autres encore.

Lutte ouvrière sera représentée dans cette élection par Marie-France Belin, militante syndicaliste, employée auxiliaire, qui fut licenciée des Chantiers de l'Atlantique lors d'un licenciement collectif en 1988. Elle sera là, non pour dire que cette élection peut le moins du monde contribuer à changer le sort des travailleurs —personne n'y croit— mais pour y dénoncer la politique de ces politiciens de droite et de gauche qui sont tous au service de la bourgeoisie ; mais elle sera là aussi pour dire qu'il n'y pas de raison que la crise pèse sur les plus pauvres, et enrichisse les banquiers, les industriels, les gros spéculateurs, c'est-à-dire pénalise ceux qui en sont victimes, et profite à ceux qui en sont responsables. Car cette élection peut au moins fournir l'occasion au monde du travail d'exprimer ce qu'il a sur le coeur. Et cela le plus clairement possible.

IMMIGRATION

QUAND PASQUA OCCUPE LE TERRAIN DE LE PEN

Le Conseil constitutionnel ayant invalidé huit des cinquante-et-un articles de sa loi sur le contrôle de l'immigration, Pasqua multiplie déclarations et interviews sur un ton qui se veut apocalyptique car, selon lui, la France se verrait désormais menacée de devenir le *"réceptacle de toute la misère du monde"*... Et Pasqua de montrer du doigt ledit Conseil, l'accusant presque d'être le fourrier de l'immigration.

Et puis comme si cela ne suffisait pas, il a fait une découverte, ces derniers jours. C'est simple : si la Constitution empêche sa loi de passer, eh bien que l'on change la Constitution !

Cela fait gros, très gros, mais comme Pasqua ne s'adresse pas précisément à un public d'amateurs de dentelle politique, cela ne peut nuire à son personnage. Et si tout cela dégage une forte odeur de démagogie xénophobe et sécuritaire, cela n'a évidemment rien d'étonnant : c'est même là le but principal, sinon unique, de la loi déposée par Pasqua.

En réalité, fermer le robinet de l'immigration n'est pas le problème de Pasqua. Dans ce domaine, il se conformera aux intérêts des employeurs —au noir ou non— de main-d'œuvre immigrée, de ces constructeurs, industriels, fabricants-commerçants qui font partie de cette classe des possédants dont les hommes politiques servent les intérêts. Et la capacité de sa loi, même non amputée, à *"contrôler les flux migratoires"* ne serait sans doute guère différente de celles qui l'ont précédée. Il le sait fort bien lui-même et, en tout cas, plusieurs hauts fonctionnaires de la police ou du ministère de l'Intérieur, cités par la presse, l'ont dit clairement.

Mais justement, en semblant accuser le Conseil constitutionnel de lui mettre des bâtons dans les roues, Pasqua se dédouanne par avance vis-à-vis de la fraction de l'électorat qui pourrait lui reprocher un certain manque d'efficacité dans la "lutte contre l'immigration". Dans le même temps, en marquant à la culotte Le Pen sur son propre —si l'on peut dire— terrain, Pasqua cherche à garder les voix de tous les Dupont-la-Joie que compte le pays.

Reste que dans cette surenchère avec Le Pen que certains organisent en espèrant en profiter, c'est toute l'atmosphère de la société qui devient plus lourde de relents racistes. Et cela avec la bénédiction du gouvernement.

Bien sûr la presse a pu ironiser sur Pasqua pourfendant un Conseil constitutionnel dont, il y a peu encore, il se voulait le défenseur ; sur Pasqua qui invoque aujourd'hui, à l'appui de sa demande de révision constitutionnelle, des accords entre polices européennes sur les restrictions au droit d'asile alors qu'il y a quelques mois, lors du référendum sur Maastricht, le même dénonçait toute ingérence européenne dans la vie politique française. Mais, si le ridicule n'a jamais tué aucun politicien, les résultats de leur surenchère démagogique, eux, peuvent être meurtriers.

On en a malheureusement eu une confirmation, ces jours-ci. Quand, en pleine nuit, à Paris, à la mi-août, une voiture de police entend contrôler deux Africains, cela peut tourner au drame : l'un d'eux, au permis de séjour périmé, a apparemment préféré se jeter à la Seine, quitte à en mourir, plutôt que de prendre le risque d'être expulsé.

Les immigrés sont victimes des assauts de démagogie sécuritaire et xénophobe entre des politiciens qui préfèrent évidemment que la population voie dans les étrangers les responsables du chômage, d'une vie de plus en plus difficile et aux lendemains de moins en moins assurés, plutôt que parmi les patrons, eux bien français. Mais, ne serait-ce que pour cette raison, parce qu'elle détourne l'attention des travailleurs de leurs adversaires réels, cette politique représente un danger pour tous les travailleurs, qu'ils soient autochtones ou immigrés.

P.L.

Le TGV en Corée : LE CAPITAL PRIVÉ GAGNE... GRÂCE À L'APPUI PUBLIC !

C'est finalement le consortium franco-britannique GEC-Alsthom qui a raflé le contrat en vue de la construction d'un TGV en Corée du Sud entre la capitale, Séoul, et Pusan, le principal port sur le littoral sud-est du pays.

GEC-Alsthom était en concurrence avec la firme Siemens dont le train ICE (Inter-City Express) est déjà en circulation en Allemagne. Quant au Shinkansen, le train à grande vitesse japonais, il avait déjà été mis hors course depuis juin dernier.

Il n'en a pas fallu davantage pour que les médias nationaux se glorifient à qui mieux mieux de cette victoire de la "technologie française". Mais celle-ci va surtout rapporter le gros magot à GEC-Alsthom puisque la commande de 46 rames TGV ainsi que des équipements de signalisation prévus est estimée à 15 milliards de francs.

Dans les raisons qui auraient justifié la préférence du TGV face à ses concurrents, on a bien sûr parlé de la vitesse commerciale du TGV, plus élevée avec ses 300 km/h, que celle de ses deux rivaux. Mais aussi d'une plus longue expérience d'exploitation sur le réseau français (douze ans sur le réseau sud-est) sans problème technique majeur. Le TGV avec ses versions Sud-Est, Atlantique ou Nord devient ainsi une sorte de joujou de luxe exposé grandeur nature à ses clients potentiels. Cette vitrine à l'exportation rapporte de juteux profits au consortium GEC-Alsthom, d'autant que toute une partie des recherches technologiques et des bureaux d'études a été prise en charge par des ingénieurs de la SNCF et donc par l'Etat.

Mais l'argument décisif qui aurait fait pencher les autorités coréennes en faveur du TGV semble être ailleurs. GEC a accepté que 50 % des matériels roulants soient réalisés en Corée par le biais de "transferts de technologie". Autrement dit, pour arracher le marché, GEC-Alsthom devra livrer quelques-uns de ses secrets de fabrication aux industriels coréens avec le risque évidemment que dans quelques années ces mêmes industriels concurrencent à leur tour le TGV. Il n'en faut pas plus pour qu'un journal comme *Le Monde* s'inquiète des profits futurs de GEC-Alsthom : *"Verra-t-on dans quelques années les conglomérats sud-coréens Daewoo ou Hyundaï commercialiser des TGV beaucoup moins chers que ceux de GEC-Alsthom ?"*

Et puis l'Etat français y est apparemment allé de sa poche pour permettre à Alsthom de l'emporter en proposant des "prix compétitifs"...

Ces "victoires" arrachées sur le front de l'économie par des capitalistes confortablement épaulés par l'Etat ne sont pas celles des travailleurs ; et surtout pas celles des travailleurs de GEC-Alsthom. Une semaine avant que la décision des autorités coréennes soit connue, on apprenait que 86 licenciements étaient programmés dans le réseau commercial d'Alsthom, soit un cinquième de l'effectif. D'ailleurs, le porte-parole du groupe, interrogé sur France-Inter, a déclaré d'emblée qu'il ne fallait pas pour autant espérer des embauches, des créations d'emplois. Tout au plus, pressé par le journaliste, a-t-il parlé de maintien des effectifs existants sur certains des sites Alsthom... Ce qui, même de ce point de vue, n'est pas garanti.

Quant à Mitterrand, en bon serviteur du grand patronat, il ira les 14 et 15 septembre prochains en visite officielle en Corée du Sud. Car il reste à négocier à titre définitif ce contrat, et il aura sans doute dans sa valise quelques bouteilles de cognac ou de parfum à marchander au passage.

Stéphane HENIN

Une bonne affaire pour Alsthom, pas pour les travailleurs

AFP

Eurodisney :

PETITE SOURIS MAIS GROS FROMAGE

Selon les syndicats, près de 2500 salariés auraient été licenciés ou contraints de partir d'Eurodisneyland du 1er janvier au 31 mai de cette année. La raison en est qu'au prix que coûte l'entrée, Mickey ne fait pas rigoler assez de monde. Quand le gouvernement avec l'argent des contribuables avait décidé de financer les infrastructures à Marne-la-Vallée, on nous avait pourtant promis que ça aussi ce serait bon pour l'emploi.

Maintenant la fête est finie, l'argent est envolé, et il n'y a plus personne pour tirer les oreilles à Mickey... ni retirer les milliards de cadeaux faits à tous ceux qui ont profité de l'affaire.

Forfait hospitalier

PAS DE PETITS PROFITS SUR LE DOS DES ASSURÉS SOCIAUX

A la sortie, la note sera salée...

GAMMA/POULET

Une circulaire du ministère de la Santé, révélée par les soins du *Canard Enchaîné*, donne un aperçu des moyens par lesquels les services de Simone Veil cherchent à gagner un peu d'argent aux dépens des malades.

Un *"télex diffusion très urgente"* du 29 juillet (applicable dès le lendemain !) ordonnait en effet aux établissements hospitaliers *"de prendre en compte le jour de sortie dans le décompte... du forfait hospitalier"*, et cela : *"quelle que soit l'heure de sortie"*. Désormais donc, un malade qui par exemple passe 24H dans un hopital, puis repart chez lui le lendemain matin, doit payer un forfait pour 48H. (Soit deux fois 55F au lieu d'une)

Cette petite crapulerie s'ajoute ainsi à cet abus qu'est déjà, en soi, le forfait hospitalier consistant à faire payer aux assurés sociaux leurs "frais de séjour" à l'hôpital sous prétexte qu'ils payeraient bien leur nourriture s'ils étaient chez eux ou à l'hôtel... Cette fois on leur fera payer... même les repas qu'ils n'auront pas pris, si par exemple ils quittent l'hôpital dans la matinée ! Une escroquerie que même un hôtelier de plus bas étage n'oserait pas faire, de peur que ses clients lui renvoient sa note à la figure !

RÉFUGIÉS BOSNIAQUES INDÉSIRABLES

Après avoir été chassées par la police du parking d'un stade niçois où elles campaient, cinquante familles bosniaques, originaires de la région de Sarajevo, et leurs enfants — environ une centaine — ont trouvé refuge dans un parc de Villeneuve-Loubet, dans les Alpes-Maritimes, où depuis plusieurs semaines, elles vivent dans des conditions plus que précaires.

La préfecture comme les municipalités concernées ne savent comment se débarrasser du problème. Les autorités locales se renvoient la balle et font preuve d'un véritable cynisme. Ainsi les soins, par exemple, sont refusés aux adultes car ils ne bénéficient pas encore du statut de réfugiés politiques. Le secrétaire général de la préfecture n'a pas hésité à déclarer : *"Nous n'allons pas consolider le séjour de personnes dont rien ne prouve qu'elles ont quitté la Bosnie à cause de la guerre"* ! Croit-il donc qu'elles sont venues pour bénéficier de la Côte d'Azur et de son chaleureux accueil ?

Ces réfugiés bosniaques ont le malheur de ne pas s'appeler Duvalier, Mobutu, ou autre dictateur, auquel cas ils auraient droit à une belle villa et à une protection.

Au travers des réactions choquantes des représentants de l'Etat et des élus locaux des Alpes-Maritimes, on peut mesurer combien les discours de solidarité à l'égard des populations victimes de la guerre en ex-Yougoslavie, dont nous abreuvent politiciens et journalistes, ne sont que pure hypocrisie.

R.C.

Algérie LES PREMIERS MINISTRES CHANGENT, LA CRISE RESTE

Samedi 21 août au matin, le Haut Comité d'Etat algérien (le HCE, organe constitué de cinq membres, chargé de tenir lieu de présidence de la République) annonçait le limogeage du Premier ministre en place, Belaïd Abdesslam, et son remplacement par l'un des membres de ce HCE, Redha Malek. Dans la soirée du même jour, l'ancien Premier ministre de Chadli et ancien chef de la Sécurité militaire sous Boumédienne, Kasdi Merbah, était assassiné au cours d'une véritable embuscade. Deux faits qui n'ont probablement aucun lien direct l'un avec l'autre, si ce n'est qu'ils sont tous deux révélateurs de l'instabilité politique et des luttes pour le pouvoir entre factions rivales au sein des couches dirigeantes algériennes.

Banlieue d'Alger : vivre avec la crise.

GAMMA/TURPIN

C'était un autre assassinat, celui de Mohamed Boudiaf, le premier président du HCE (assassinat dont on n'a jamais connu les véritables commanditaires) qui avait sonné l'heure du rappel au pouvoir il y a un an d'Abdesslam, l'ancien ministre de l'Industrie de l'époque de Boumédienne. En un an la situation en Algérie a continué à se détériorer.

La crise économique n'a fait que s'amplifier avec, pour la population, la baisse continuelle du niveau de vie, l'accroissement du chômage. Et la répression contre les intégristes a eu beau s'intensifier, des centaines d'islamistes être abattus au cours d'opérations de représailles ou lors de ratissages des quartiers de banlieue où ils trouvent refuge, des condamnations à mort être prononcées par dizaines (dont quelques-unes ont été exécutées), l'armée est toujours bien incapable d'enrayer la montée des attentats islamistes. Tout simplement parce que c'est grâce à la crise, à la misère, et grâce aussi au dégoût que suscite parmi la population pauvre l'arrogance de la bourgeoisie riche et des hommes au pouvoir, que les démagogues islamistes semblent trouver sans cesse de nouvelles recrues.

Alors cela faisait déjà quelques mois que la presse algérienne parlait de dissensions entre Abdesslam et le HCE, ou entre lui et les chefs de l'armée, et faisait courir le bruit du limogeage prochain du Premier ministre. Les gouvernements s'usent vite. Mais le nouveau n'a rien d'autre à proposer que le précédent.

Les critiques de la presse algérienne à l'encontre d'Abdesslam se doublaient de critiques dans les milieux gouvernementaux occidentaux sur son manque d'empressement à appliquer en Algérie les remèdes de cheval préconisés par le FMI : nouvelle dévaluation de la monnaie, rentabilisation des entreprises pour les rendre vendables au privé. Ainsi quelques jours avant son renversement, le 13 août, le journal *Le Monde* reprochait à Abdesslam de ne pas aller assez vite dans les réformes demandées par le FMI parce qu'il aurait été *"nourri d'idées qui ont fait leur temps"*. Au lendemain de son limogeage, le journal économique *Les Echos* manifestait son espoir de voir le nouveau gouvernement signer enfin un accord avec le FMI et s'engager dans une politique financière plus favorable aux investisseurs étrangers.

A vrai dire Abdesslam lui-même n'était en rien opposé à une telle politique économique, lui qui en septembre 1992 avait annoncé son intention de réduire les subventions aux entreprises d'Etat, quitte à ce qu'elles soient contraintes de réduire fortement leurs effectifs, et qui en juin avait annoncé une nouvelle réglementation des investissements étrangers et parlé de créer des zones franches en Algérie. Mais l'application accélérée du programme prôné par le FMI et les financiers des grandes puissances risquerait bien d'approfondir encore plus la crise économique et sociale algérienne en faisant faire aux prix et au chômage un brutal nouveau bond en avant.

Ceux qui affirment craindre l'instabilité politique algérienne et les progrès de l'intégrisme, bourgeois algériens "modernistes" mais avides de bonnes affaires d'un côté de la mer, banquiers et industriels occidentaux de l'autre, sont les mêmes dont la rapacité continue à plonger l'Algérie dans la crise.

Olivier BELIN

L'ATTENTAT CONTRE KASDI MERBAH

Samedi 21 août, avec l'attentat contre Kasdi Merbah, c'est un dignitaire de longue date de l'Etat algérien qui a été tué.

En effet, il avait été pendant 17 ans le chef de la Sécurité militaire, en fait une police politique possédant, grâce à ses dossiers et à ses pratiques plus que douteuses, un pouvoir non seulement sur les simples citoyens, mais aussi sur les hommes politiques du régime.

Kasdi Merbah avait aussi été Premier ministre de l'Algérie après les émeutes de 1988. Et depuis 1990, il s'était trouvé une âme d'opposant au FLN, en fondant un nouveau parti et en prônant le dialogue avec le FIS.

Autant dire que si, dans la situation actuelle de l'Algérie, on est tenté d'attribuer l'attentat à des éléments intégristes, il y a en fait l'embarras du choix quant à ceux qui pouvaient en vouloir à sa vie, y compris au sein de l'appareil d'Etat ou de l'armée.

Après l'attentat perpétré contre Mohamed Boudiaf en juin 1992, c'est donc un autre attentat qui pourrait fort bien être lié à des règlements de comptes au sein de l'appareil d'Etat ; même si bien sûr, comme il est de règle pour ce type d'attentats, il est probable que l'on n'en sache jamais rien.

En tout cas, de tels règlements de comptes font désormais partie de la dégradation de la situation politique en Algérie. Depuis les émeutes d'octobre 1988 et les succès électoraux du FIS en 1991, le FLN largement discrédité, en démontrant sa corruption, son manque de réponse face aux problèmes économiques, tente de se protéger en s'appuyant sur l'armée et en réagissant contre le FIS par la répression, la torture qui se répand, l'état d'urgence auxquels répondent les attentats intégristes. Dans ce contexte d'un pouvoir de plus en plus haï et qui se fragilise, les tensions, les luttes de clans, les oppositions n'épargnent aucun secteur, y compris dans l'armée, ce secteur-clef de la dictature.

L'armée, seule réponse du FLN aux attentats du FIS.

GAMMA/TURPIN

On peut imaginer que ce nouvel attentat cache des luttes sourdes dans l'appareil d'Etat. Ce qu'il ne cache pas, en attendant, c'est que ce sont les mêmes hommes qui dominent l'Algérie depuis trente ans et que leurs méthodes et leur terrorisme contre la population n'ont rien à envier à ceux de ce FIS ; même s'ils prétendent combattre son obscurantisme, bien réel lui aussi.

B.S

Égypte LES ATTENTATS ISLAMISTES

L'ÉGYPTE SUR LES TRACES DE L'ALGÉRIE?

AFP

Au Caire, le 18 août, un commando – probablement du mouvement islamiste Al Jihad – tentait d'assassiner le ministre de l'Intérieur égyptien. Le ministre s'en est tiré avec des égratignures, mais l'attentat a quand même fait 5 morts et 17 blessés. En avril dernier, le ministre de l'Information avait, lui aussi, subi une tentative d'assassinat.

Attentat à l'explosif commis, il y a quelques mois, à New York, au World Trade Center ; vague d'attentats, ces dernières années, en Egypte même, contre des touristes – les mouvements islamistes égyptiens tiennent donc à faire savoir qu'ils existent et que leur guerre contre le pouvoir s'est récemment intensifiée, faisant 150 morts (dont une quarantaine de policiers) en un an et demi.

L'islamisme égyptien ne date pas d'hier. Apparu dans l'entre-deux-guerres avec les "Frères Musulmans" et ayant profité de la rivalité entre l'impéralisme allemand et la puissance coloniale britannique, il avait hérité de cette époque des traits particuliers – un mélange d'idéologie fascisante et de féodalisme anti-colonial. L'indépendance, puis le nationalisme radical et laïc d'un Nasser lui avaient d'une certaine façon tenu la dragée haute. Mais c'est le tournant affiché d'Anouar El Sadate vers l'Occident (après la guerre israélo-égyptienne d'octobre 1973) et l'étalement de la corruption des dirigeants parallèlement à la misère (malgré les promesses du régime) pour l'immense majorité de la population, qui lui ont donné un nouveau souffle.

La dictature en interdisant toute expression politique organisée (les partis d'opposition ne sont toujours pas représentés au Parlement) ne pouvait qu'apporter de l'eau au moulin d'islamistes s'appuyant sur les traditions de leurs organisations secrètes en même temps que sur les seules structures tolérées (les mosquées) à côté de l'appareil militaro-policier du régime. Et cela d'autant plus que ce dernier, pour contrer l'influence de courants influencés par un nationalisme se voulant plus radical ou par la lutte des Palestiniens, n'hésita pas à jouer en maintes occasions la carte religieuse.

Dans les universités, notamment, cela a permis de mettre au pas une partie de l'intelligentsia et de la jeunesse, mais cela a surtout légitimé la prétention des islamistes à être la seule alternative au régime. Les islamistes n'ont d'ailleurs pas hésité à intimider, voire à supprimer ceux qui n'étaient pas enclins à leur reconnaître un leadership incontesté et à faire régner un climat de terreur et d'ordre moral à l'égard des intellectuels et militants de gauche.

Face à la corruption, face aux milliards de dollars que le tourisme draine chaque année mais dont la majorité des Egyptiens ne voit jamais la couleur ; face aux milliards d'une "aide" occidentale – et surtout américaine – qui se volatilise entre les mains des nantis et des potentats du régime ; face au chômage qui est le lot de millions de pauvres des villes et des campagnes, les islamistes ne prennent guère de risques en répétant leur slogan favori, *"l'islam est la solution"* : le régime en muselant toute opposition, les a du même coup affranchis d'une concurrence éventuelle, et placés en position d'unique recours. Et le fait que Moubarak refuse toute légalisation d'un parti islamiste avoue, on ne peut mieux, que le régime ne tient en aucun cas à devoir mesurer au grand jour l'influence d'un mouvement avec lequel il semble entré en guerre ouverte.

Certes, les dirigeants occidentaux, américains en particulier, principaux soutiens de Moubarak, ne tiennent pas à voir un régime islamiste s'installer au Caire et ne vont sans doute pas ménager leur soutien financier, militaire et diplomatique au régime. Mais cela ne rendra ce dernier ni moins corrompu, ni plus démocratique. Et dans ces conditions, il est probable qu'il restera le meilleur repoussoir dont puissent rêver les islamistes...

P.L.

Italie CHASSE AU FACIÈS DANS LES POUILLES

Dans la région des Pouilles, en Italie du Sud, plus de deux mille travailleurs immigrés, africains et maghrébins venus effectuer la cueillette des tomates, ont été contraints de fuir, abandonnant tout sur place, pour échapper à de véritables "ratonnades".

A l'origine de cette chasse à l'homme qui a duré toute la nuit du 14 au 15 août, une banale histoire de vol qui tourne mal ; un vieil homme, dévalisé, est mort d'un infarctus. A l'annonce de sa mort, dans le petit bourg agricole de Stornara, près de Foggia, des bandes se forment et, pendant toute une partie de la nuit, elles donnent la chasse aux travailleurs immigrés, bâtonnant les uns, dévastant les dortoirs et les maisons des autres, menaçant de mort les derniers.

Mais derrière ce que l'on pourrait penser être un acte de racisme ordinaire comme il s'en produit de plus en plus en Italie aussi, se profile en fait la main des propriétaires terriens locaux, dont deux d'entre eux, au moins, se révèlent les véritables organisateurs de la ratonnade.

Quand la concurrence entre travailleurs immigrés et ouvriers agricoles locaux se fait de plus en plus vive, quand les tensions sociales s'aggravent, notamment à cause de la crise agricole, des "expéditions punitives" comme celle de Stornara peuvent devenir l'exutoire pour détourner le mécontentement. Les travailleurs immigrés sont alors désignés comme boucs émissaires par ceux-mêmes qui les ont fait venir. C'est probablement ce qui vient de se passer à Stornara.

De tels actes profitent directement aux propriétaires terriens, véritables potentats locaux, qui contrôlent le marché du travail et utilisent la venue en surnombre des travailleurs immigrés, à chaque saison, pour faire pression à la baisse sur les salaires des journaliers agricoles. Les immigrés "extracommunautaires", comme on les appelle en Italie, constituent une main-d'œuvre taillable et corvéable à merci, au vu et au su des autorités locales qui se distinguent par une inertie totale. Quant aux crédits alloués par l'Etat pour pouvoir les accueillir dans de meilleures conditions, ils sont – une fois sur place – utilisés le plus souvent à tout autre chose.

Les événements de Stornara ne sont pas isolés puisqu'on a assisté à des incidents du même ordre dernièrement dans les rues du centre historique de Gênes, ainsi que dans un quartier populaire de la banlieue de Rome où une famille marocaine a été tabassée par une bande de jeunes désœuvrés ; à Milan, des affrontements entre immigrés et policiers – qui étaient intervenus pour stopper un conflit éclaté au sein d'un foyer d'accueil – se sont soldés récemment par 7 blessés, 4 arrestations et 6 expulsions. Et en Italie comme ailleurs, il ne manque certes pas de groupes, plus ou moins liés à l'extrême-droite, qui cherchent à tirer parti du climat créé par ces incidents – quand ils ne contribuent pas directement à le créer.

René CYRILLE

LE RMI ET LES JEUX

Durant toute une semaine, les championnats du monde d'athlétisme ont envahi la presse et les ondes. Mais si on peut être sensible aux prouesses des athlètes qui se sont affrontés à Stuttgart, une fois de plus le sport a servi de support au chauvinisme.

Il y a eu les hymnes nationaux, bien sûr, et puis les drapeaux nationaux brandis par les athlètes des différents pays, drapeaux d'autant plus incongrus que la plupart des équipes européennes et américaines étaient représentées par de remarquables athlètes noirs. Et l'on sait bien que lorsqu'ils ne sont pas dans un stade, certains de ces hommes et de ces femmes sont considérés dans leur propre pays, à cause justement de la couleur de leur peau, comme des citoyens de seconde zone. Et que dire des commentaires attristés des journalistes sur la malchance de "nos" sélectionnés, de "notre" équipe nationale. Tout était fait, quelles que soient les intentions des participants et des commentateurs, pour convaincre tout un chacun que ce qui comptait, ce n'était pas la performance, la beauté du geste ou de l'effort, mais les résultats des athlètes dont la carte d'identité portait la même mention de nationalité que la leur.

Si ce chauvinisme se limitait au domaine sportif, ce ne serait pas bien grave. Ce qui l'est bien plus, c'est qu'il contribue à mettre le bon peuple en condition pour lui faire accepter de se serrer toujours plus la ceinture, pendant que d'autres s'emploient à augmenter sans cesse leurs profits.

Car dans le domaine de la prétendue compétition économique, on nous joue la même musique. On nous affirme que les travailleurs de ce pays devraient être solidaires de leurs employeurs face à la concurrence étrangère, consentir à toujours plus de sacrifices pour que "nos" entreprises restent compétitives.

Mais comme la crise est mondiale et que partout possédants et gouvernements tiennent le même langage, on assiste partout à un recul considérable de la situation de la classe ouvrière, au travail ou au chômage.

Ici c'est Balladur qui propose un prétendu plan quinquennal pour l'emploi, énième mouture des efforts gouvernementaux pour satisfaire les exigences des patrons en démantelant un peu plus les protections sociales et en s'attaquant au SMIC. Ailleurs c'est le soi-disant socialiste Felipe Gonzalès qui met au point un nouveau plan d'austérité contre les travailleurs espagnols. Le prétexte est partout le même et repose sur le même mensonge : il faut aider les entreprises car seule la santé des entreprises permettra de résoudre le problème de l'emploi. Or c'est faux, archifaux. Nous le voyons depuis le début de la crise, la santé financière des grandes entreprises est excellente, elle s'améliore même au fil des ans et... des licenciements. Tous les journaux financiers font état de bilans exceptionnels pour les entreprises qui ont licencié ou qui s'apprêtent très officiellement à le faire.

Alors, le problème des travailleurs, c'est de ne pas accepter l'écroulement de leur niveau de vie, en se consolant de temps en temps avec le spectacle des jeux de cirque qu'on veut bien leur offrir. C'est de se défendre, d'urgence, contre les appétits toujours croissants du patronat et des actionnaires.

Il n'est pas pensable que nous acceptions sans broncher les coups qui nous sont portés. Il n'est pas pensable que la situation de la classe ouvrière soit ainsi brutalement ramenée un demi-siècle en arrière. Il faut renverser la vapeur et mettre au premier plan la défense des conditions de vie, d'emploi et de travail des salariés. La riposte ne saurait être que massive, unitaire et déterminée. C'est une question vitale pour le monde du travail.

(Editorial des bulletins d'entreprises du 23 août)

Thermes gallo-romains d'Evreux

LES VIEILLES PIERRES ET LE BÉTON

Les Gallo-Romains (et bien d'autres !) ayant eu la mauvaise idée de choisir bien souvent comme emplacement de leurs villes des sites qui sont toujours utilisés aujourd'hui, on risque de tomber sur des vestiges archéologiques dès qu'on creuse un peu dans le sous-sol de bien des centres-ville.

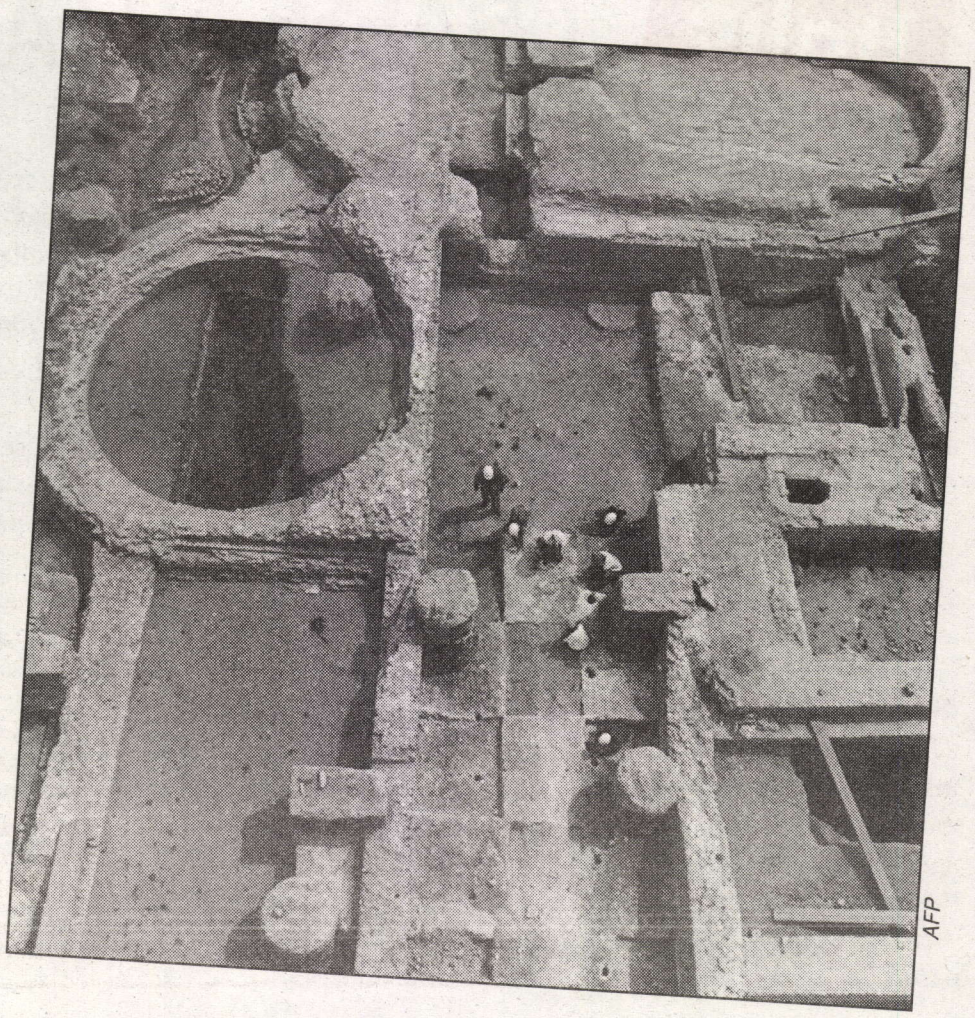
C'est ce qui s'est produit il y a quelques mois à Evreux lorsqu'on a voulu reconstruire une nouvelle maternité. On a trouvé les restes de thermes galloromains qui, selon une pétition lancée par des sociétés archéologiques qui protestent contre le risque de destruction, seraient les plus vastes de la Gaule du Nord.

Les risques sont bien réels. On a bien envisagé de construire la maternité sur pilotis, en maintenant les thermes dans une crypte visitable, mais cela alourdirait considérablement une dépense que ni la municipalité ni l'Etat ne semblent vouloir prendre en charge. Cela coûterait pourtant beaucoup moins cher qu'un seul avion de combat...

La décision définitive devrait être connue début septembre. Le "patrimoine historique" fait de temps en temps l'objet de campagnes nationales. On y pense surtout lorsque l'intérêt touristique est patent et immédiat. Sinon, bien souvent, on se contente d'une "fouille de sauvetage" à la va-vite, dans le très cours délai légal qui oblige promoteurs immobiliers et autres constructeurs d'autoroutes à interrompre leurs travaux. Et encore, à condition que les archéologues soient informés, ce qui n'est pas toujours le cas. Il est arrivé que certaines découvertes soient signalées anonymement par des ouvriers des chantiers qui craignaient de s'opposer à leur patron. Alors combien de sites ont dû disparaître dans le béton ?

Qu'en sera-t-il des thermes d'Evreux ? Les Romains (et les Gallo-Romains) construisant pour durer, leurs fondations ont résisté au temps. Mais elles ne résisteront pas à la pelle mécanique...

Guy LABRAUD



AFP

Chantiers de l'Atlantique (Saint-Nazaire)

DES DÉPARTS EN "PRÉRETRAITE PROGRESSIVE" QUI ARRANGENT LES PATRONS

GAMMA/BASSIENAC

La préretraite (FNE) aux Chantiers de l'Atlantique est un vieux dossier qui n'en finit pas de se refermer. Les départs anticipés s'y pratiquent depuis des années. Récemment encore, les salariés pouvaient quitter l'entreprise à 56 ans et 6 mois. Mais les départs anticipés ont essuyé pas mal de reculs : les premiers étaient à 53 ans, puis ils sont passés à 55 ans, puis à 56 ans et 2 mois, puis à 56 ans et 6 mois.

En même temps que l'âge des départs était repoussé, les conditions financières se dégradaient au même rythme ; mais depuis l'automne dernier, direction et gouvernement tentent l'ultime assaut pour en finir avec les départs en FNE. Les travailleurs se voient maintenant proposer les départs en PRP (préretaite progressive), l'âge des départs serait repoussé à nouveau, puisque ceux-ci s'effectueraient à 57 ans et 9 mois.

Bien sûr, les départs anticipés, aux Chantiers comme ailleurs, n'ont jamais servi à autre chose qu'à "dégraisser" les effectifs de l'entreprise. Mais les travailleurs considèrent les départs définitifs à 55 ans ou 56 ans comme un acquis et ils ont raison de vouloir partir avant d'être complètement usés par l'exploitation. Les salariés des Chantiers réclament d'ailleurs que ces départs soient compensés par autant d'embauches de jeunes, et c'est bien là le minimum que les travailleurs puissent revendiquer.

Quelques semaines avant les congés de juillet, la direction a accéléré le rythme des négociations avec "les partenaires sociaux". Les syndicats se sont contentés tout juste de ponctuer ces négociations par des débrayages d'information de courte durée, pour rendre compte de l'évolution des discussions. Ils ont appelé les tranches d'âge concernées, et, à deux ou trois reprises, l'ensemble du personnel à des manifestations de protestation devant l'antenne du député RPR Etienne Garnier ou à la sous-préfecture de Saint-Nazaire.

Ne cachant pas son empressement à en finir avant les départs en vacances, la direction a effectué quelques reculs minimes, mais sans céder sur l'essentiel : sur les conditions financières, sur l'âge des départs et sur le programme d'embauche conséquent (les 300 embauches que la direction a promises dans la période 1993-1996 étant bien loin de compenser les départs). Dans ces conditions, l'effectif des Chantiers continuerait à fondre alors que la charge de travail n'a jamais été aussi grande. La direction recherchait une caution syndicale, elle est venue du syndicat FO... qui, peu avant, proposait pourtant la grève générale pour s'opposer aux plans de la direction !

Dans l'immédiat les travailleurs concernés sont confrontés à ce qu'il faut bien appeler du chantage : la PRP n'étant pas obligatoire, cela sous-entend que le travailleur qui n'y souscrit pas se condamne à la retraite légale, l'accord prenant effet au premier septembre.

Les patrons, avec l'aide du gouvernement, magouillent tant qu'ils peuvent pour réduire les effectifs à bon compte, tout en faisant mine d'embaucher des jeunes, à pas cher. Avec les départs en FNE, les patrons n'étaient déjà pas perdants, mais avec le PRP ils obligent les travailleurs à travailler plus longtemps de fait, avec moins de revenus puisqu'ils perdent entre 1 000 et 1 500 francs par mois tout en ne profitant pas de la retraite vraiment. C'est un progrès à la sauce patronale et gouvernementale : à reculons !

Il serait temps d'envoyer en véritable retraite... tous ces profiteurs !

Correspondant LO

SNCF-RER Ligne C (Paris)

CASTOR : ÇA COINCE

Agent de conduite sur la ligne C du RER.

ARC

Depuis le 2 août, la ligne C du RER parisien est en travaux. Entre les stations Austerlitz et Invalides, la SNCF s'est lancée dans les grands travaux de réfection de voies. Les trains ne passant plus, un service de bus a été mis en place. Ces travaux devaient finir le 29 août pour permettre le redémarrage de la ligne le 30. Cette opération avait été appelée par la direction "Castor", du nom de ce petit animal qui travaille sans relâche et dans la joie. Eh bien, c'est loupé !

En effet depuis le mercredi 18 août, les travaux sont très ralentis, car les agents de conduite des trains de travaux sont en grève pour l'obtention d'une prime de compensation des nuisances du travail en tunnel. Sur ce chantier, les camarades de l'Equipement touchent une prime de 320 F par jour (395 F la nuit). Une dizaine de jeunes agents de conduite, puisqu'ils travaillent dans les mêmes conditions, ont donc réclamé début août une prime équivalente. La direction refusant, ils se sont organisés en "Comité Castor". Après une semaine de mobilisation, ils ont arrêté le travail le mercredi 18, après que la direction leur eut proposé une prime de 50 F s'ils faisaient bien leur travail.

Là, un comité de grève a été élu. La direction a eu beau manœuvrer, essayer de changer les roulements de certains grévistes, faire travailler d'autres agents, rien n'y fit, le chantier a été bloqué. Une assemblée générale se réunit tous les jours, fait le point, et décide des actions pour renforcer la grève : tournée sur les chantiers, pression sur les agents de conduite envoyés par la direction, intervention au self de Masséna, etc. Partout les grévistes ont reçu un accueil favorable. Sur le chantier ceux de l'Equipement qui continuent le travail le font sans zèle. Les aiguilleurs du PAR (poste de régulation de signaux) des Invalides, qui voient leur travail augmenter à cause des travaux, eux aussi, en ont assez et viennent de déposer un préavis de grève pour le 29 août.

La direction est restée sur ses positions toute la semaine, le chef de dépôt en tête, qui a même passé le week-end... au "boulot". Et lundi 23 août, la grève était reconduite.

Pour l'économie de quelques dizaines de milliers de francs, la direction prend donc le risque de ne pas terminer les travaux pour le 30 août ou de les bâcler, ce qui, sur une ligne réputée pour les retards et incidents, n'est guère rassurant pour les centaines de milliers de travailleurs qui vont la réemprunter.

Les grévistes, eux, forts de leur bon droit et de leur détermination, ont déjà appris qu'il était possible de se faire respecter, et que la solidarité des travailleurs, au-delà des catégories, pouvait exister.

Correspondant LO

Thomson-CSF (Bagneux - 92)

LES PATRONS PRÉPARENT LA RENTRÉE SOCIALE... AVANT LA RENTRÉE

La direction de Thomson-CSF avait annoncé en mai dernier plus de 1 600 suppressions d'emplois en 1994 (33 857 emplois en 1984, 16 492 prévus en 1994) dont 300 dans la division répartie sur Bagneux-Meudon-Sartrouville.

La direction de cette division, après avoir fait le vide dans les effectifs ouvriers, particulièrement mécaniques, passe maintenant aux dessinateurs de bureaux d'études. Et depuis plus d'un an, elle prépare le terrain et les esprits aux licenciements.

Cela a commencé par la suppression d'équipes, et surtout de primes d'équipes, chez des dessinateurs circuits imprimés, puis des détachements vers d'autres centres (qui licencient aussi), Boulogne, Guyancourt... voire des filiales Renault. Cette solution était présentée comme LA solution pour empêcher des licenciements éventuels à l'époque. Puis cela a été le rapatriement de travaux de sous-traitance.

Enfin, après tous ces préliminaires, la direction est passée à l'annonce du chômage partiel pour 200 personnes, à savoir un vendredi chômé par semaine du 10 septembre 1993 au mois de février 1994. Ces mesures devaient officiellement être annoncées au cours d'une réunion de Comité d'entreprise qui a été "freinée" par les délégués, accompagnés d'un certain nombre de dessinateurs et d'employés des Archives, eux aussi concernés et parmi les moins bien payés, à Bagneux, Sartrouville et Meudon.

Le mois de septembre approchant, la direction a décidé d'une nouvelle réunion de CE le 23 août. Evidemment, le fait qu'à cette date seule la moitié du personnel et des délégués étaient présents ne pouvait que l'arranger.

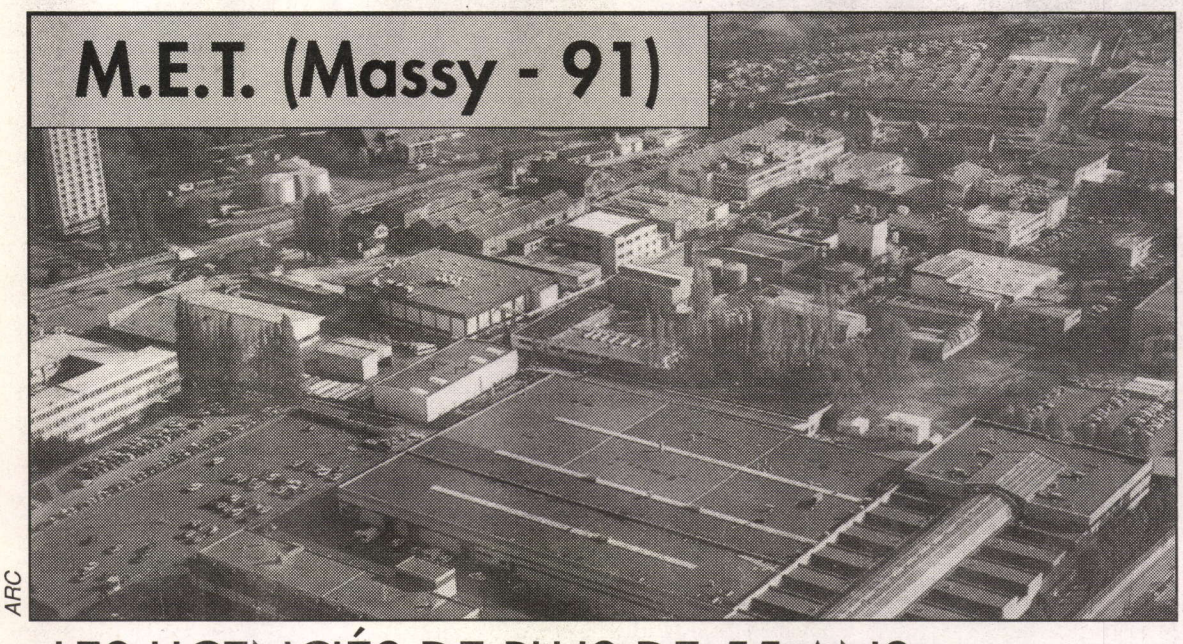
Mais malgré les congés, une centaine de salariés ont encore manifesté leur opposition en débrayant pendant que les syndicats boycottaient le CE. La direction a fait déplacer un huissier pour l'occasion !

Certains salariés ne sont pas contre les réductions d'horaires, mais, évidemment, à condition qu'elles soient complètement compensées. Pourquoi pas, puisque Thomson-CSF ne manque pas d'argent ? Seulement, l'idée, c'est une chose, l'imposer en est une autre...

Correspondant LO

M.E.T. (Massy - 91)

ARC



LES LICENCIÉS DE PLUS DE 55 ANS VICTIMES DE LA POLITIQUE DE LA DIRECTION ET DU DERNIER ACCORD UNEDIC

Depuis plusieurs années, la direction de MET (filiale de Matra et d'Ericsson, l'ancienne CGCT) mène une politique quasi-systématique de licenciement des salariés de plus de 55 ans. Pour 1993, le dernier "plan social" prévoit le départ d'une soixantaine de ces travailleurs. Ceux-ci, organisés en commission spéciale du comité d'entreprise, avaient obtenu une garantie de ressource jusqu'à la retraite : la direction s'engageait à leur verser, sous forme de majoration de la prime de licenciement, la différence entre leur salaire actuel et les allocations de chômage.

Mais l'accord du 23 juillet 1993, au niveau de l'UNEDIC, vient de modifier substantiellement les conditions de ressources de l'ensemble des chômeurs, y compris ceux de plus de 55 ans. Cet accord instaure notamment un différé supplémentaire de paiement d'un maximum de 75 jours sur la partie de la prime de licenciement excédant les indemnités légales. Du coup, compte tenu de la prime de licenciement versée par MET, nettement supérieure à celle prévue par la loi, la totalité des licenciés subiront ces deux mois et demi de carence d'indemnisation.

D'autre part, l'âge de 58 ans et 6 mois actuellement retenu pour bénéficier du maintien de l'assurance-chômage jusqu'à l'ouverture des droits à la retraite sera rallongé d'un trimestre par an à compter du 1er janvier 1994 (58 ans et 9 mois en 94, 59 ans en 95, etc.) Et là aussi, faute d'atteindre cet "âge limite" pendant leurs 27 premiers mois de chômage, la majorité des licenciés se verront appliquer tous les quatre mois une diminution de 8 % sur leurs allocations de chômage jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge limite.

Au total, ces nouvelles mesures vont se traduire par une perte de 30 000 à 100 000 francs (suivant le niveau de salaire et l'âge de départ) pour chacun des travailleurs licenciés. Et, malgré son engagement sur une garantie de ressources, la direction se fait tirer l'oreille pour prendre à sa charge ces nouvelles diminutions dans les revenus de ceux qu'elle veut mettre à la porte.

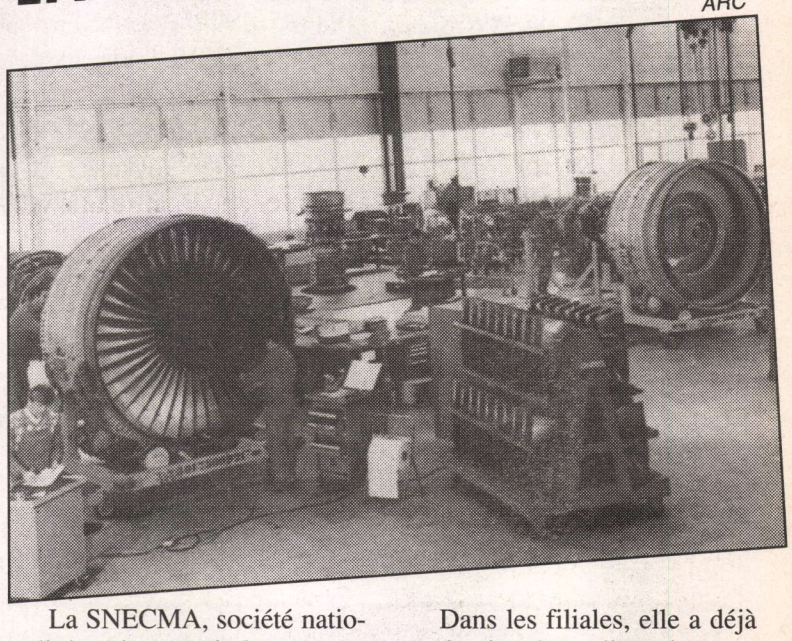
Pourtant, cela ne serait que justice car, en licenciant ces travailleurs, Matra et Ericsson, comme la plupart des patrons, s'en tirent à trop bon compte. Ils économisent sur la masse salariale en transférant la charge de ces travailleurs, qui compte tenu de leur âge n'ont aucune chance de retrouver du travail, sur les organismes publics donc sur la société. Après quoi, le CNPF ne manque pas d'air en dénonçant le déficit de l'UNEDIC et en réclamant à grands cris des économies sur les dos des chômeurs et des salariés !

Correspondant LO

SNECMA

UNE NOUVELLE CHARRETTE EN PRÉPARATION

ARC



La SNECMA, société nationalisée qui construit des moteurs d'avions, comme beaucoup de grandes entreprises en ce moment, "réfléchit" à de nouvelles mesures de suppressions d'emplois pour 1994. C'est ce qu'elle a annoncé aux syndicats dans une réunion fin juillet. Ce serait le 4ème plan de ce type en quatre ans.

Cette fois-ci, en plus des mesures "classiques" de préretraites FNE, de mi-temps divers et de départs baptisés "volontaires", la direction serait tentée par une réduction du temps de travail avec une perte de salaire. Elle dit en effet manquer potentiellement de 250 volontaires pour atteindre l'objectif de 800 suppressions d'emplois qu'elle s'est fixé. L'économie d'une heure de temps de travail par semaine, sur les 12 000 salariés de la société, équivaudrait à la suppression de 250 emplois. Une manière comme une autre pour elle de faire savoir que les mesures au volontariat sont en train de s'épuiser.

Dans les filiales, elle a déjà pratiqué des licenciements "secs" ; chez Hispano Bois-Colombes il y a un an et encore aujourd'hui au Havre. C'est maintenant au tour des travailleurs de la SNECMA d'entendre la direction évoquer des suppressions de postes qui ne dépendraient plus complètement du "volontariat".

Une chose est sûre, les patrons n'ont pas encore tranché et en sont sans doute à plancher sur différentes pistes, d'autant que les dernières mesures du gouvernement sur l'annualisation du temps de travail ou l'extension du chômage partiel doivent leur ouvrir de nouveaux horizons. Le résultat de leurs cogitations sera communiqué officiellement lors d'un comité central d'entreprise le 15 septembre.

Reste aux travailleurs de la SNECMA à prendre le coup de colère contre cette nouvelle attaque.

Correspondant LO

Voir

UN, DEUX, TROIS, SOLEIL
de Bertrand Blier

ARC

Mise à plat, si l'on ose dire, l'histoire que raconte *Un, deux, trois, soleil* est celle de la vie de Victorine, dans les quartiers nord de Marseille : sa jeunesse entre une mère folle, un père émigré grec devenu alcoolique, et les bandes de jeunes de toutes les couleurs ; ses amours malheureuses puisque son petit voleur d'amoureux est abattu par un Dupont-La-Joie incarné par Claude Brasseur ; son mariage-enterrement avec un brave chômeur sympathique qui ne sait guère que lui faire des enfants à la chaîne...

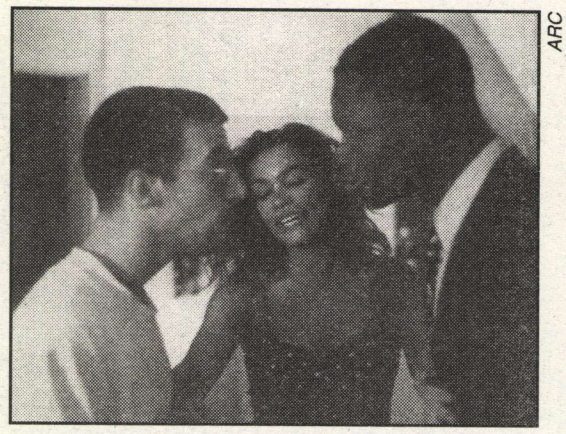
Mais le film ne se réduit pas à une telle relation chronologique. Au contraire, le temps est découpé et les époques entremêlées ; il arrive aux morts de revenir dans la vie de Victorine. Tout cela, qui peut d'abord dérouter, apparaît vite assez naturel si on veut bien se placer du point de vue de la sensibilité de l'héroïne. Car le réalisateur est habile, son mélange de musiques (du raï algérien à la musique de Gabriel Fauré, entre autres) est plein de charme et, si tous les acteurs sont très bien, notamment Marcello Mastroiani, l'actrice Anouk Grinberg, qui porte le personnage de Victorine, a vraiment beaucoup de talent. Tour à tour drôle et poignante, elle montre une vitalité merveilleuse.

Il ne faut pas s'attendre à un film "réaliste" sur la vie dans les banlieues. Il s'agit plutôt d'une sorte de fable lyrique en hommage au métissage des peuples. Même si la violence, l'agressivité, le désespoir sont très présents, si l'humour est noir et les propos souvent crus, tout le film déborde de chaleur, de tendresse et d'émotion (jusqu'à frôler parfois le "mélo").

Christiane LE GUERN

MÉTISSE
de Mathieu Kassovitz

ARC



Jeune et belle métisse antillaise, Lola s'aperçoit qu'elle attend un enfant. Mais comment savoir si le père est son ami Félix, passionné de rap, livreur en vélo pour un traiteur qui confectionne de la cuisine juive, ou bien son autre ami, Djamal, fils d'ambassadeur, africain, qui fait des études de droit ?

Lola les fait se rencontrer et leur annonce l'heureux événement. Mais dire que tout va bien se passer entre Félix et Djamal serait beaucoup dire. Les injures, les bagarres sont permanentes. Tout ce petit monde n'en va pas moins s'organiser finalement pour préparer la naissance…et attendre de savoir quelle sera la couleur du bébé.

Plein de bonnes intentions et d'humour, ce film est un plaidoyer pour le dialogue des cultures. Il nous présente, superficiellement bien sûr, trois mondes très différents, en privilégiant un peu la famille de Félix, nombreuse, pleine de vie et de bruit.

Finalement, le bébé aura, comme dirait Pierre Perret, *"la couleur de l'amour, contre laquelle on ne peut rien"* .

Un film sympathique et divertissant.

Roger PERIER

THÉÂTRE

LES PALMES DE MONSIEUR SCHULTZ

Comme le titre ne l'indique pas du tout, *Les palmes de Monsieur Schultz* est une pièce sur la vie… de Marie Curie, qui se déroule entièrement dans l'atelier de Pierre et Marie Curie, à Paris, là-même où ils découvrirent le radium.

L'histoire retrace l'arrivée en France de Marie, jeune immigrée polonaise, et ses efforts pour se faire admettre parmi les scientifiques, puis sa rencontre avec Pierre Curie, leur collaboration et leur découverte commune.

C'est évidemment un raccourci de l'histoire réelle, d'autant plus que la volonté du metteur en scène n'est pas de faire une biographie, mais de faire rire. Et c'est plutôt réussi. Le puritanisme de l'époque est tourné en dérision, et les situations comiques, parfois loin de la science, se succèdent.

On peut cependant comprendre aussi, à travers la pièce, l'histoire de cette découverte et son importance. Car si la chronologie des événements réels est un peu chamboulée, la pièce permet d'imaginer les problèmes techniques de l'époque. Et surtout, derrière son aspect comique, la pièce rend hommage à tous ceux qui ont consacré leur vie à la recherche, avec comme seul moteur la volonté de connaître et l'espoir de faire progresser l'humanité.

En effet, le Monsieur Schultz qui fournit son nom à la pièce, lui , est censé être le patron de laboratoire, l'homme à la recherche de palmes académiques et qui pour cela est prêt à utiliser le travail de Pierre et Marie Curie… Bref, il représente l'arrivisme et le goût du lucre, qui sont tournés en dérision.

Il y a dans cette pièce de quoi passer un bon moment… et des milliers de spectateurs l'ont déjà fait puisque, après avoir franchi le cap de la millième représentation, elle vient de reprendre avec de nouveaux acteurs.

Cathy HATIER

Les palmes de Monsieur Schultz

Théâtre de la Michodière à Paris, jusqu'au 2 janvier 1994. Places à 50 F, 90 F, 130 F, 160 F et 240 F.

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 65 32 75. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
.....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement :
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

États-Unis

ATTENTATS CONTRE DES MÉDECINS... ET CONTRE LE DROIT À L'AVORTEMENT

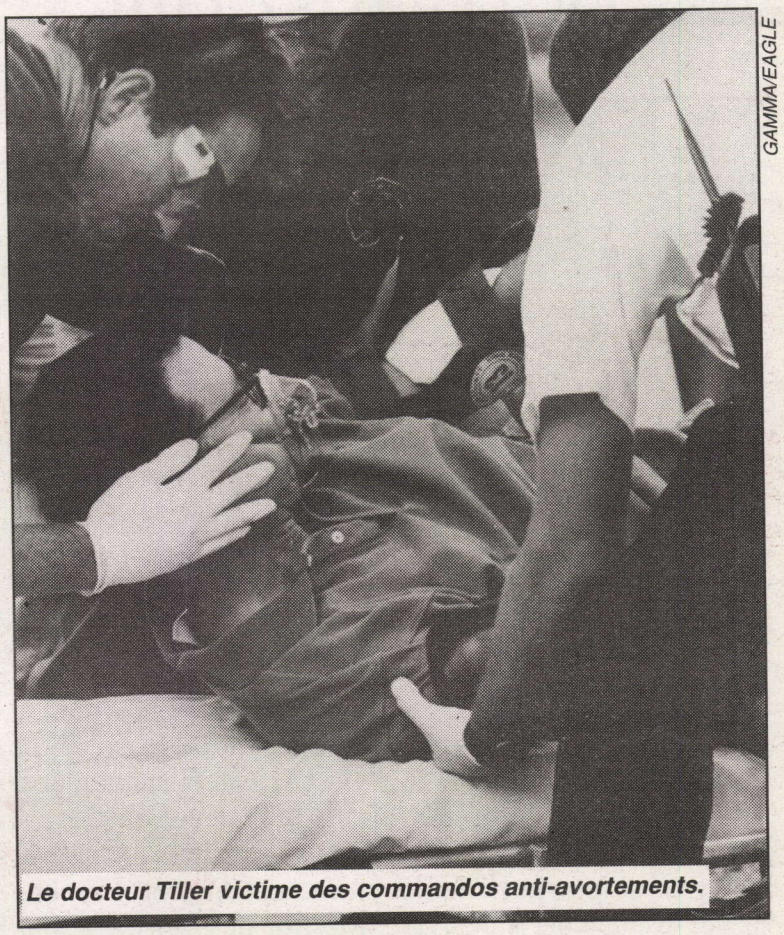
Un médecin américain pratiquant des avortements a été tué en Alabama le 21 août. La police déclare ignorer si le meurtre est lié à ses activités, mais en tout cas il était l'un des propriétaires de la clinique de Floride où un autre médecin avait été assassiné en mars dernier par un homme qui avait revendiqué son acte au nom de la lutte contre l'avortement.

Ce meurtre est survenu deux jours après une manifestation hostile à l'avortement, au cours de laquelle un médecin d'une petite ville du Kansas a été blessé par balles devant sa clinique. Ce médecin était lui aussi connu pour pratiquer des IVG ; il avait reçu de nombreuses menaces à ce sujet, et depuis un certain temps il se déplaçait le plus souvent avec un gilet pare-balles.

Cela donne une idée des pressions qu'exercent aux Etats-Unis les adversaires du droit à l'avortement. Ceux-ci s'en prennent aux établissements pratiquant les IVG à coups de coktails Molotov, de vandalisme et de brutalités contre le personnel hospitalier et les patientes. Ils veulent imposer, dans les faits comme dans la loi, l'arrêt des avortements. Et si jusqu'à maintenant ils n'ont pas encore vraiment atteint leur objectif, ils ont quand même réussi à rendre les avortements plus difficiles pour les femmes : le nombre de médecins pratiquant les IVG ne cesse de diminuer, le nombre de cliniques où on peut les faire aussi, et un certain nombre d'Etats ont adopté des lois restrictives.

En même si Clinton, contrairement aux présidents précédents Reagan et Bush, est présenté comme un défenseur – modéré – du droit à l'avortement, et s'il a déjà nommé à de hauts postes quelques magistrats qui ont déclaré vouloir faire respecter les lois actuelles autorisant l'avortement, c'est une bien piètre défense. Les adversaires militants de l'avortement ne rencontrent pas, en face d'eux, l'opposition organisée qui pourrait seuls, sur le terrain, les faire reculer.

O.L.



GAMMA/EAGLE

Le docteur Tiller victime des commandos anti-avortements.

L'AUTRE PROCÈS DE LOS ANGELES

Le procès de deux Noirs accusés de tentative de meurtre sur un camionneur blanc s'est ouvert le jeudi 19 août à Los Angeles.

Les accusés avaient quasiment lynché ce camionneur blanc le 17 avril 1992, le jour où l'annonce de l'acquittement des quatre policiers blancs accusés d'avoir tabassé le Noir Rodney King avait déclenché les grandes émeutes des quartiers pauvres de Los Angeles.

Des procès et des condamnations d'émeutiers, il y en a eu bon nombre une fois le calme revenu, tout particulièrement des gens condamnés pour pillage. Tous les partisans de l'ordre y ont sans doute vu une revanche contre la peur que leur avaient inspirée les trois jours d'émeutes. Mais ce procès est particulièrement sous le feu de l'actualité.

Il survient en effet peu de temps après le verdict qui a conclu un nouveau procès intenté contre deux des policiers agresseurs de Rodney King. Ceux-ci n'ont été, en fin de compte, condamnés qu'à deux ans et demi de prison, une peine qui est apparue comme dérisoire. Et maintenant, les autorités, et en fait tout Los Angeles, craint quand même qu'un verdict sévère contre les accusés noirs ne réveille la colère de ceux qui s'étaient révoltés il y a un peu plus d'un an, en montrant une nouvelle fois qu'en matière de justice il y a *"deux poids deux mesures"*, une pour les Noirs et une pour les Blancs.

Du coup, un certain nombre de précautions ont été prises. La télévision, qui avait fait du camionneur un symbole, le montre maintenant comme ce qu'il est probablement, un homme conscient qui ne réclame pas vengeance et qui dit : *"Le verdict (qui acquittait les policiers) était choquant. J'ai eu la malchance de me trouver là"*. Le jury a été sélectionné avec grand soin : il est composé de cinq Blancs, trois Noirs, trois Hispaniques et un Asiatique.

Ce n'est pas seulement au tribunal, mais bien tous les jours, qu'il y a deux poids deux mesures ; une pour les plus pauvres, et en particulier les Noirs, et une pour les autres.

Jacques LEQUAI

LES FRUITS DU PÉCHÉ

Sept femmes, dont la compagne d'un évêque, celle d'un juge de tribunal ecclésiastique et celle d'un supérieur de séminaire, se sont rendues au Vatican afin de faire entendre leur avis, visiblement bien informé, sur le célibat des prêtres. Elles en ont assez de vivre dans la clandestinité et veulent être reconnues de même que les enfants nés de ces couples ; car semble-t-il enfants il y a !

Ainsi la démonstration est faite ; les curés sont bien des mammifères normaux. Ouf ! On pensait jusqu'à présent qu'ils ne se reproduisaient qu'en "couvent" !

Brésil

LE MASSACRE DES YANOMAMIS

73 Indiens Yanomamis massacrés dans la forêt amazonienne, au nord-ouest du Brésil ; la tuerie a probablement été commise par des garimperos, ces chercheurs d'or qui prospectent dans toute cette région.

L'Amazonie subit depuis longtemps l'effet des convoitises de sociétés multinationales comme Shell, Exxon ou US Steel, pour ses richesses minières et agricoles. C'est dans les vingt ou trente dernières années, notamment, qu'ont afflué les garimperos. Fuyant la misère, attirés par l'espoir de faire rapidement fortune, ils travaillent pour le compte d'un propriétaire foncier ou d'une compagnie à qui ils remettent la majeur partie de leur production. Abrutis par des conditions de vie et de travail extrêmement précaires, ils sont facilement manipulés par leurs employeurs qui commanditent, souvent les massacres ou les violences, notamment à l'égard des Indiens qui gênent par leur présence l'exploitation du sous-sol.

Depuis que la cause indienne a connu quelques succès médiatiques, le gouvernement brésilien fait mine de se préoccuper du sort de cette minorité. Ainsi en 1991, quelques mois avant le sommet de Rio, 9,4 millions d'hectares ont été attribués aux Yanomamis, soit l'équivalent de la superficie du Portugal. Mais sur le terrain, les multinationales continuent de faire régner leur loi.

En fait aujourd'hui comme il y a trente ans, l'Etat brésilien est aux ordres de ces grands trusts pétroliers, miniers, agroalimentaires. Il les a pratiquement exemptés de tout impôt et a subventionné entièrement les infrastructures nécessaires à l'exploitation de l'Amazonie (barrages, routes, énergie). En retour, il est notoire que l'or de l'Amazonie arrose généreusement les politiciens et finance leurs campagnes électorales. En regard de tout cela, le massacre des Yanomamis et peut-être à terme leur extermination complète ne sont pour le capital et ses politiciens que des faux frais inévitables...

Odette RATEAU

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995